

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Comment-les-Etats-Unis-financent-des-organes-de-la-presse-mondiale-pour-acheter-une-influence-mediatique>

Comment les États-Unis financent des organes de la presse mondiale pour acheter une influence médiatique.

- Empire et Résistance - Bataille pour l'information -
Date de mise en ligne : mercredi 26 septembre 2012

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Les campagnes domestiques de propagande comme « le fiasco des gourous du Pentagone » ont exposées et décriées. Les grands médias ont employé des officiers militaires de haut rang pour fournir « une analyse » sur la guerre en Irak. Mais on a découvert qu'ils avaient des liens avec des entreprises travaillant pour le Pentagone qui avaient un réel intérêt à ce que la guerre continue.

Sous le manteau, un autre scandale du journalisme couve : le gouvernement des États-Unis finance secrètement des médias et des journalistes étrangers. Des administrations publiques comme le département d'État, le département de la Défense, l'Agence des États-Unis pour le Développement International (*US Agency for International Development*, USAID), le Fonds National pour la Démocratie (*National Endowment for Democracy*, NED), le Conseil Supérieur de la Radiodiffusion (*Broadcasting Board of Governors*, BBG) et l'Institut des États-Unis pour la Paix (*US Institute for Peace*, USIP), financent le développement des médias dans plus de 70 pays. La revue [In These Times](#) a découvert que ces programmes concernent des centaines d'organisations non gouvernementales étrangères (ONGs), journalistes, hommes politiques, associations de journalistes, médias, instituts de formation et écoles de journalisme. Le montant des soutiens va de quelques milliers à des millions de dollars.

« *Le sujet que nous enseignons est la mécanique du journalisme, qu'il s'agisse de la presse écrite, télévision ou radio* », a expliqué Paul Koscak, porte-parole d'USAID. « *Comment bâtir une histoire, comment l'écrire de façon équilibrée..., tout ce type de chose que vous attendez d'un professionnel de la presse* ».

Mais quelques personnes, spécialement en dehors des États-Unis, ont différent point de vue.

« *Nous pensons que la vraie intention occulte de ces programmes de développement des médias ce sont les objectifs de la politique extérieure [étasunien]* », a déclaré un diplomate vénézuélien de haut niveau qui a demandé ne pas être cité. « *Quand l'objectif est de changer un régime, ces programmes ont prouvé être des instruments pour déstabiliser les gouvernements démocratiques élus que les États-Unis n'appuient pas* ».

Isabelle MacDonald, directrice de la communication de *Fairness and Accuracy in Reporting* (FAIR) - un observatoire à but non lucratif des médias basé à New-York, a aussi une vision critique. « *C'est est un système qui, en dépit de son adhésion affichée aux normes de l'objectivité, travaille souvent contre la vraie démocratie* » - a-t-elle dit - « *en appuyant la dissension et en aidant le gouvernement US à répandre la fausse information utile aux objectifs de la politique extérieure des Etats-Unis* ».

Montrez-moi l'agence...

Il semble difficile de mesurer la taille et la portée du développement de ces médias « indépendants » par que des programmes similaires existent sous de diverses rubriques. Quelques agences considèrent que le « développement des médias » appartient à leur propre champ, tandis que d'autres le classe comme « une diplomatie publique » ou « des opérations psychologiques ». Ainsi, il semble difficile de chiffrer combien d'argent va à ces programmes.

En décembre 2007, le « Centre pour l'Aide Internationale aux Médias », (*Center for International Media Assistance*, CIMA), une officine du Département d'État financée par le NED, a rapporté qu'en 2006 l'USAID a distribué presque 53 millions de dollars pour des activités de développement de médias étrangers. Selon l'étude du CIMA, le Département d'État a estimé à 15 millions de dollars les subvention à de tels programmes. Le budget du NED pour

les projets des médias s'élève à 11 millions supplémentaires. Et le petit *Institut de la Paix des États-Unis* (USIP), dont le siège est à Washington, a pu avoir contribué avec 1,4 millions supplémentaires, selon le rapport, qui n'a pas examiné le financement qu'octroient aux médias le Département de la Défense ni la CIA.

Le gouvernement des États-Unis est de loin le plus grand fournisseur de fonds pour le développement des médias dans le monde, distribuant plus de 82 millions de dollars en 2006, sans inclure l'argent du Pentagone, de la CIA ou des ambassades des États-Unis dans les pays récepteurs. Pour compliquer le tableau, beaucoup d'ONGs étrangères et de journalistes reçoivent des fonds pour le développement des médias d'autres sources de financement du gouvernement des États-Unis. Certains reçoivent de l'argent de quelques sous-traitants des États-Unis et d'« organisations internationales indépendantes à but non lucratif », tandis que les autres reçoivent de l'argent directement de l'ambassade des États-Unis dans leur pays.

Trois journalistes étrangers qui reçoivent un financement pour le développement des médias de la part des États-Unis nous informe *In These Times* que tels cadeaux n'affectent pas leur comportement ni ne modifient leur ligne éditoriale. Et nient qu'ils pratiquent l'autocensure. Cependant, aucun ne le dirait publiquement.

Gustavo Guzmán, un ex-journaliste et maintenant ambassadeur bolivien aux États-Unis, a dit : « *un journaliste qui reçoit de tels cadeaux n'est pas vraiment un journaliste, mais un mercenaire* ».

Une histoire tordue

Le financement par le gouvernement des États-Unis de médias étrangers est une longue histoire. Vers le milieu des années 70, deux enquêtes du Congrès dérivées du scandale de Watergate, -les commissions « *Church et Pike* », du sénateur Frank Church (D-Idaho) et du représentant Otis Pike (D-NY)-, ont révélé les activités clandestines du gouvernement des États-Unis dans d'autres pays. Les deux commissions ont confirmé que, en plus de journalistes financés par la CIA (étrangers et étasuniens), le gouvernement de Washington a aussi subventionné la presse écrite étrangère, des radios et des chaînes de télévision- chose que les soviétiques faisaient aussi.

Par exemple, *Encounter* (Lire le livre de [Frances Stonor Saunders](#) : « [La CIA et la guerre froide culturelle](#) »), une revue littéraire anticommuniste publiée en Angleterre entre 1953 et 1990, a été démasquée en 1967 comme une opération de la CIA. Et, comme c'est aujourd'hui le cas d'organisations au nom inoffensif, tel que le « Congrès pour la Liberté de la Culture/ *Congress for cultural freedom* », ont aussi été des façades de la CIA.

Les enquêtes du Congrès ont établi que le financement clandestin des États-Unis à des médias étrangers a souvent occupé un rôle décisif dans la politique extérieure, mais nulle part tant qu'au Chili au début des années 70.

« La principale opération de propagande de la CIA, à travers le journal [conservateur] de l'opposition *El Mercurio*, a probablement participé le plus directement possible au sanglant renversement du gouvernement d'Allende et de la démocratie au Chili », a dit Peter Kornbluh, analyste du [National Security Archive](#), un institut de recherche [universitaire] indépendant non gouvernemental.

In These Times a demandé à l'agence si elle finance encore des journalistes étrangers. Le porte-parole de la CIA Paul Gimigliano a répondu : « La CIA, d'ordinaire, ne nie ou ne confirme publiquement ce type d'allégations ».

Les Ennemis du Département d'État ?

Le 19 août 2002, l'ambassade des États-Unis à Caracas, Venezuela, a envoyé le câble suivant à Washington :

« Nous attendons à ce que la participation de M. Lacayo à « Grant IV » soit reflétée directement dans son reportage sur les sujets politiques et internationaux. Alors que sa carrière progresse, nos liens plus étroits avec lui signifient de gagner un ami potentiellement important en position d'influence éditoriale ». [Note de l'éditeur : Le nom de M. Lacayo s'est changé pour protéger son identité].

Le département d'État avait choisi un journaliste vénézuélien pour visiter les États-Unis sous le projet connu de « Grant IV », un programme d'échange culturel commencé en 1961. L'année dernière, le département a amené environ 467 journalistes aux États-Unis, pour un coût proche de 10 millions de dollars, selon un fonctionnaire du département d'État qui a demandé l'anonymat.

MacDonald, de *FAIR*, a dit que les « visites servent à construire des liens entre les journalistes étrangers en visite et les institutions à condition qu'ils s'avèrent extrêmement acritiques sur la politique extérieure des États-Unis et les intérêts corporatifs qu'elle sert ».

Le département d'État finance le développement des médias à travers plusieurs de ses bureaux, y compris le Bureau des affaires culturelles et d'Éducation et Culturels (*Bureau of Educational and Cultural Affairs*), le Bureau d'Intelligence et d'Investigation (INR) (*Bureau of Intelligence and Research*, INR) et le Bureau de Démocratie, de Droits de l'Homme et du Travail (DRL) (*Bureau of Democracy, Human Rights, and Labor*, DRL), ainsi que directement depuis ses bureaux et ambassades dans le monde entier. Il finance aussi des journalistes étrangers à travers une autre section le soi-disant « Bureau de Diplomatie Publique et des affaires Publiques, OPDPA », (*Office of Public Diplomacy and Public Affairs*, OPDPA). Plus important, le département d'État décide en général quelles autres agences, tels USAID et le NED, doivent investir leurs fonds dans un programme de développement des médias.

(Le département d'État n'a pas répondu aux demandes d'information d'*In These Times* au sujet de son budget pour le développement des médias, mais l'étude du CIMA 2007 a démontré, par exemple, que le DRL a reçu en 2006 presque 12 millions de dollars pour le développement des médias seulement).

Le cas de la Bolivie est un exemple révélateur d'un pays dans le quel les États-Unis finançaient le développement des médias. Selon le site Web du DRL [Bureau de Démocratie, de Droits de l'homme et du Travail], en 2006 ce bureau a sponsorisé en Bolivie 15 ateliers sur la liberté de la presse et l'expression. « Les journalistes de ce pays et les étudiants en journalisme ont discuté de l'éthique professionnelle, des bonnes pratiques de diffusion de nouvelles et du rôle des médias dans une démocratie », informe leur site. « Ces programmes ont été envoyés à 200 stations de radio dans des régions lointaines à travers du pays ».

En 2006, la Bolivie a élu Evo Morales, son premier président indigène, dont l'arrivée au pouvoir a été à plusieurs reprises essayée d'être empêchée par les États-Unis et les grands médias de la Bolivie. Morales et ses partisans affirment que le gouvernement étasunien est derrière le mouvement séparatiste dans les provinces de l'est de la Bolivie, riches en gaz, et affirment que cet appui caché se traduit dans des réunions pour le développement des médias, selon le journaliste et ex porte-parole du précédent président, Alex Contreras. Koscak, de l'USAID, a nié les charges.

C'est le BBG.

« Le Conseil supérieur de la communication audiovisuelle (BBG), est plus connu comme le financier de la *Voice of America*. Selon son site Internet, BBG est responsable de toute émission internationale, non militaire, sponsorisée par le gouvernement étasunien », qui apporte des nouvelles et des informations aux gens tout autour du monde en 60 langues.

En 1999, la BBG, est devenu une agence fédérale indépendante. Jusqu'en 2006, elle a reçu un budget de 650 millions de dollars, selon les estimations du CIMA, dont près de 1,5 million de dollars destinés au développement des médias et à l'entraînement de journalistes en Argentine, Bolivie, Kenya, Mozambique, Nigeria et Pakistan.

En plus de la *Voix de l'Amérique*, le BBG opère aussi quelques autres stations radios et TV. La station de télévision *Alhurra*, dont le siège est à Springfield, Virginie, « est un réseau commercial libre de télévision par satellite en langue arabe pour le Moyen-Orient, consacré surtout à des news et à l'information », selon son site Web. *Alhurra*, « libre » en arabe, a été décrit par le *Washington Post* comme « l'effort le plus grand et plus coûteux du gouvernement des États-Unis pour secouer l'opinion étrangère par les ondes depuis la création de la *Voix de l'Amérique* en 1942 ».

BBG finance aussi la *Radio Sawa* (pour la jeunesse arabe, avec une présence en Égypte, dans le Golfe Persique, Irak, Liban, Maroc et Soudan), *Radio Farda* (pour l'Iran) et *Radio Free Asia* (avec une programmation régionale pour l'Asie). Le BBG finance aussi des transmissions à travers *Radio y TV Martí*, dont la dépense s'élèverait à presque 39 millions de dollars en 2008, selon le Budget pour les Opérations Étrangères du Congrès (*Foreign Operations Congressional Budget Justification*).

Les RP du Pentagone

Le département de Défense (DOD) a refusé de répondre à *In These Times* au sujet de ses programmes de développement des médias. Selon un article de Jeff Gerth, [Military's Information War Is Vast and Often Secretive](#), publié dans le *The New York Times* le 11 décembre 2005, « les militaires gèrent des stations d'émission et des journaux [en Irak et en Afghanistan] mais ne font pas connaître leurs liens étasuniens ».

La tâche du développement des médias en Irak « a été confiée au département de la Défense, dont les principaux fournisseurs avaient peu ou aucune expérience valable », selon un rapport de l'USIP d'octobre 2007.

Une étude de 2007 du Centre d'Études Globales de Communication de l'École Annenberg pour la Communication, de l'Université de la Pennsylvanie (*Center for Global Communication Studies at the University of Pennsylvania's Annenberg School for Communication*), a découvert que *Science Applications International Corp.* (SAIC), une entreprise de long terme du DOD, a reçu un contrat initial de 80 millions de dollars par un an pour transformer en « indépendant » un système de médias dirigé par le gouvernement, grâce à un style similaire à celui du service de nouvelles nationales de la BBC, pour compenser en partie l'influence qui avait Al Jazeera sur la région.

« La SAIC était un bureau du DOD qui s'est spécialisé dans les opérations de guerre psychologique, et plusieurs croient qu'il a contribué à l'opinion des Irakiens sur le fait que le Réseau de Médias d'Irak (IMN) était principalement un appendice de l'Autorité Provisoire de la Coalition (*Coalition Provisional Authority*) », il a expliqué le rapport de l'USIP. « Le fonctionnement de la SAIC en Irak a été considéré comme coûteux, non professionnel et raté pour ce qui est d'établir l'objectivité et l'indépendance de l'IMN ». Par hasard, la SAIC a perdu le contrat au profit d'une autre compagnie, l'*Harris Corp.*

SAIC n'a pas été le seul sous-traitant de médias du Pentagone qui a massivement échoué. Peter Eisler, dans son article [Pentagon launches foreign news websites](#) du 30 avril dans des *USA Today*, a assuré que le site Web irakien d'information Mawtani.com est un autres média d'information financé par le Pentagone.

USAID : « de la part des étasuniens »

Le président John F. Kennedy a créé l'Agence des États-Unis pour le Développement International (USAID) en

novembre 1961 pour administrer une aide humanitaire et du développement économique dans le monde entier. Mais tandis que l'USAID prodigue la transparence à propos d'autres nations, elle-même est très peu transparente. C'est spécialement vrai au sujet de ses programmes de développement des médias.

« Dans de nombreux pays, y compris Venezuela et Bolivie, l'USAID agit plus comme une agence impliquée dans une action d'intelligence, comme la CIA, que comme une agence d'aide ou de développement », a dit Mark Weisbrot, un économiste du Centre pour la Recherche Économique et Politique (*Center for Economic and Policy Research*), un « *think-tank* » basé à Washington.

En fait, tandis que les enquêteurs ont pu obtenir les budgets des programmes globaux d'USAID en recourant au *Freedom of Information Act*), ainsi que les noms des pays ou des régions géographiques où a été versé l'argent, les noms des organisations étrangères spécifiques qui reçoivent ces fonds, en revanche, sont secrets d'Etat, exactement comme dans le cas de la CIA.

Et dans le cas où les noms des organisations récipiendaires sont connues et qu'on demande de l'information sur elles, l'USAID répond qu'il ne peut « ni confirmer ni nier l'existence de ces faits », utilisant le même langage que la CIA. (Note de l'auteur : En 2006, j'ai perdu un procès contre l'USAID, dans une tentative pour identifier les organisations qu'elle finance à l'étranger).

USAID finance trois opérations importantes de développement des médias : l'*International Research et Exchanges Board*, plus connu comme IREX), le réseau *Internews Network* et *Search for Common Ground*, qui a une grande partie de financement privé. Pour compliquer le tableau, ces trois opérations ont aussi reçu un financement du département d'État, de la *Middle East Partnership Initiative*, MEPI), du Bureau d'Intelligence et d'Investigation (*Bureau of Intelligence and Research*) et du Bureau Démocratie, de Droits de l'homme et du Travail.

Selon sa plaquette, l'IREX est une organisation internationale à but non lucratif qui « travaille avec des associés locaux pour améliorer le professionnalisme et le développement économique à long terme de journaux, de stations de radio et de télévision et les médias 'Internet'. La déclaration d'impôts '990' pour 2006 de l'IREX a indiqué que ses activités avec les médias incluent « de petites bourses accordées à plus de 100 journalistes et organisations de médias ; un entraînement pour des centaines de journalistes et d'entreprises de médias » et compte plus de 400 employés qu'ils conseillent et envoient des programmes à plus de 50 pays.

Le réseau *Internews Network*, appelé communément « *Internews* », reçoit seulement quelque chose comme la moitié du budget de l'IREX mais il est plus connu. Fondée en 1982, la majorité du financement d'*Internews* provient de l'USAID, bien qu'il reçoive aussi des fonds du NED et du département d'État. *Internews* est l'une des plus grandes opérations dans l'affaire du développement indépendant des médias, finançant des douzaines d'ONGs, de journalistes, associations de journalistes, instituts de formation continue et des universités de journalisme dans des douzaines de pays à travers le monde.

Les opérations d'*Internews* ont été stoppées dans des pays tels que la Biélorussie, Russie et Ouzbékistan, où elle a été accusée de miner les administrations locales et de promouvoir les agendas des États-Unis. Dans un discours à Washington DC en mai 2003, Andrew Natsios, ex-administrateur d'USAID, a décrit les entrepreneurs privés financés par l'Agence comme « un bras du gouvernement des États-Unis ».

L'autre plus grand récepteur de fonds d'USAID pour le développement des médias, *Search for Common Ground*, reçoit plus d'argent du secteur privé que du gouvernement des États-Unis, dans la plupart des cas pour la « résolution de conflits », selon le rapport du CIMA.

Cuba et Iran sont deux cibles importantes de l'USAID pour le développement et l'assistance des médias. Le budget USAID pour la « Liberté des Médias et la Liberté d'Information' » (*Media Freedom and Freedom of Information*) - pour la « transition » de Cuba sous la Commission d'Assistance pour un Cuba Libre II (*Commission for Assistance to Free Cuba II*, CAFC II) - totalise 14 millions de dollars. Cela représente une augmentation de 10,5 millions par rapport au montant dédié en 2006. Pour l'Iran, l'USAID a prévu un budget d'environ 25 millions de dollars pour le développement des médias en 2008. Cela fait partie d'un paquet de 75 millions destinés à ce que l'USAID appelle « une diplomatie transformationnelle » dans ce pays.

Finançant la « démocratie » à la sauce USA

« Beaucoup de ce que nous faisons aujourd'hui a été fait secrètement fait par la CIA pendant 25 ans », a dit Allen Weinstein, l'un des fondateurs du *National Endowment for Democracy*, dans un article publié en 1991 par *The Washington Post*.

Créé au début des années 80, le NED « est gouverné par une équipe de direction indépendante, non partisane ». Son objectif est d'appuyer des organisations favorables à la démocratie dans le monde. Cependant, historiquement, son agenda a été défini par les objectifs de la politique extérieure de Washington.

« Quand la rhétorique de la démocratie est laissée de côté, le NED est un outil hautement spécialisé pour pénétrer la société civile d'origine populaire d'autres pays » pour atteindre les buts de la politique extérieure des États-Unis, a écrit le professeur William Robinson, de l'Université Santa Barbara, de Californie, dans son livre *A Faustian Bargain*. Robinson a été au Nicaragua à la fin des années 80 et il a observé comment le travail du NED avec l'opposition nicaraguayenne appuyée par les États-Unis affaiblissait l'influence des sandinistes (gauche) pendant les élections de 1990.

Le NED a aussi été derrière un grand scrutin public au Venezuela, où il a été dénoncé pour le financement de l'anti-Chavez. Dans son livre *El Código Chávez* (Le Code Chavez), l'avocate vénézuélo-étasunienne Ève Golinger a écrit que les bénéficiaires du NED (et de l'USAID) furent impliqués dans la tentative de coup d'Etat contre le président vénézuélien Hugo Chávez en 2002, et de la même manière dans la conduite des « grèves de travailleurs » contre l'industrie pétrolière du pays. Golinger a aussi observé que le NED a financé *Súmate*, une ONG vénézuélienne dont l'objectif est promouvoir l'exercice libre des droits politiques des citoyens, et qui a orchestré le référendum révocatoire raté contre Chavez en 2004.

Dépendance et obligation

Le concept de la séparation des pleins pouvoirs entre la presse et le gouvernement n'est pas seulement un principe basique du système politique des États-Unis, mais aussi de l'article 19 de la Déclaration Universelle de Droits de l'Homme. Le financement par le gouvernement des États-Unis d'organe de presse risque d'établir une relation client-fournisseur qui empêche de considérer un média comme indépendant.

« Toute donation d'équipement du gouvernement des États-Unis, tels comme des ordinateurs et des graveurs, affecte le travail des journalistes et des organisations journalistiques », a déclaré le journaliste bolivien Contreras, « parce cela crée une dépendance et une obligation aux agendas souterrains des institutions des États-Unis ».

Traduction de l'espagnol pour [El Correo](#) de : Estelle et Carlos Debiasi.

* [In These Times](#) . États-Unis, le 4 juin 2008.

Primera publicación en *El Correo* : le 13 juin 2008

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).